# Le pouvoir aux travailleurs

21 Octobre 2017

N° 237

PRIX : 100 Fr

*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)*

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE — PAGES

EDITORIAL :

- APRÈS LES MASSACRES DE 2000, 2005 ET 2010, NE NOUS LAISSONS PAS TROMPER POUR 2020 !..... 2
- DE LA PUBLICITÉ QUI NE VAUT PAS UN CLOU ! .....…… 3
- JOURNÉE INTERNATIONALE POUR « *L'ÉLIMINATION DE LA PAUVRETÉ* » : FOIRE AUX VŒUX PIEUX..... 3 - 4
- GRÈVE DES DOUANIERS : L'ÉTAT USE DE LA RÉPRESSION …….. 4
- ABENGOUROU : LA COLÈRE DES ÉLÈVES CONTRE LES MAUVAISES CONDITIONS D'ÉTUDE …....…….. 4 - 5
- SÉCURISATION OU RACKET ? ……...……..... 5 - 6
- LUTTE CONTRE L'INSALUBRITÉ : C'EST UNE PLAISANTERIE ! ..……. 6 - 7
- CONFLIT FONCIER À L'OUEST : ENCORE DES AFFRONTEMENTS …..... 7 - 8
- CARTES DE SÉJOUR : RETOUR AUX RACKETS ET AUX EXACTIONS POLICIÈRES ? ……... 9
- YU YUAN : UNE PETITE VICTOIRE POUR LES TRAVAILLEURS …… 10
- 30 ANS APRÈS L'ASSASSINAT DE THOMAS SANKARA ……..…… 11 - 12
- IL Y A 100 ANS, LES TRAVAILLEURS PRENAIENT LE POUVOIR EN RUSSIE …..…… 12 - 14

# E d i t o r i a l

## APRÈS LES MASSACRES DE 2000, 2005 ET 2010, NE NOUS LAISSONS PAS TROMPER POUR 2020 !

A l'approche des élections présidentielles de 2020, le petit monde des dirigeants politiques commence déjà à s'exciter, à se bousculer et à aiguiser ses lames pour se mettre en meilleure position par rapport à un éventuel rival. C'est ainsi que la petite guéguerre qui oppose Soro Guillaume à Ouattara s'est déjà traduite par la mise à l'écart des proches de Soro qui occupaient des places au sein du gouvernement puis récemment par l'arrestation de l'un des hommes de confiance de Soro après la découverte d'un arsenal de guerre dans sa villa à Bouaké.

Pour l'instant, ni Ouattara, ni Soro n'ont dit qu'ils sont candidats, pas plus que Bédié et les autres prétendants potentiels que sont les Gon Coulibaly, Hamed Bakayoko, Affi N'Guessan, Kablan Duncan, pour ne citer que ceux-là. Comme dans le passé, des alliances peuvent se nouer et se dénouer entre eux puisque rien de fondamental ne les distingue. Ils ont en commun d'être au service des intérêts des riches, à commencer par ceux des capitalistes américains et français dont ils ne demandent qu'à être les valets. La principale chose qui les sépare c'est leur ambition personnelle d'être au sommet de l'Etat, c'est-à-dire au sommet de la mangeoire.

Pour y parvenir, ces gens-là sont prêts à tout, y compris à s'appuyer sur les sentiments d'appartenance ethnique quitte à attiser les conflits à caractères ethniques là où ils existent, ou à en provoquer là où les populations vivent et cohabitent en toute tranquillité.

C'est ce qu'ils ont fait dès la fin du règne de Houphouët en 1993, puis en 2000, 2005 et 2010 à chaque période électorale. Ils ont semé la haine ethnique et xénophobe dont « *l'ivoirité* » est un exemple. Les conséquences dramatiques, ce sont toujours les populations pauvres qui les paient.

L'ethnisme et la xénophobie, c'est pour duper les pauvres ! Ouattara est au pouvoir depuis 2011 mais ce n'est pas pour autant que les ouvriers et les manœuvres de l'ethnie Dioula se tuent moins que leurs frères d'autres ethnies sous le soleil d'Abidjan à construire des bâtiments dans la précarité la plus totale. On peut en dire autant des travailleurs Baoulé du temps du pouvoir de Bédié ou des travailleurs Bété sous Gbagbo.

Quelle que soit l'ethnie du clan au pouvoir, la vie des travailleurs n'a jamais changé, cela a été toujours une vie d'exploitation et de misère. Seules, les luttes qu'ils engagent avec leurs camarades de chantier les protègent des escroqueries des entreprises qui les emploient.

Sans une organisation conséquente, sans une union de tous les travailleurs, sans une lutte collective, les travailleurs sont des proies entre les mains des capitalistes qui les exploitent. Seule leur capacité de lutte et le rapport des forces qu'ils peuvent imposer peuvent mettre un frein à l'exploitation qu'ils subissent !

Voilà pourquoi, tous ces hommes politiques qui cherchent à diviser les populations entre ethnie, nationalité et autres, et qui sèment le poison de la xénophobie et de l'ethnisme sont leurs pires ennemis !

# L E U R  S O C I E T E

## DE LA PUBLICITÉ QUI NE VAUT PAS UN CLOU !

Les responsables de la Sodeci ont tenu une conférence il y a quelques jours à l'hôtel Ivoire sur le thème de : « *Traitement et qualité de l'eau en Côte d'Ivoire : contribution de la Sodeci* ».

Selon eux, la Sodeci distribue une qualité d'eau conforme à la qualité définie par l'OMS (l'Organisation Mondiale de la Santé). On se demande par quel procédé s'opère cette mise en conformité quand on sait à quel point les insecticides, les pesticides et les désherbants utilisés intensivement dans les cultures agro-industrielles ainsi que les déchets toxiques de toutes sortes polluent de plus en plus gravement les eaux de surface ainsi que les nappes phréatiques.

C'est à croire que ce serait pour cacher toute cette réalité que la Sodeci fait de la communication. Elle va d'ailleurs jusqu'à dire que les contrôles sont effectués « *jusqu'au robinet du consommateur* ». On peut fortement en douter quand on sait que les canalisations d'eau dans les quartiers pauvres sont souvent défectueuses.

Que dire aussi des robinets qui sont le plus souvent à sec dans les quartiers pauvres parce que la Sodeci est incapable de les approvisionner. De nombreux habitants ne peuvent même pas se connecter au réseau de la Sodeci faute d'installation. En plein Abidjan, des populations sont obligées de consommer de l'eau non potable achetée dans des bidons au prix fort parce que la Sodeci ne remplit pas sa mission.

Nous entendons comme d'habitude, beaucoup de paroles, mais peu d'actes.

## JOURNÉE INTERNATIONALE POUR « *L'ÉLIMINATION DE LA PAUVRETÉ* » : FOIRE AUX VŒUX PIEUX

Le 17 octobre dernier, les médias ont fait écho de la célébration par l'ONU de la « *journée internationale pour l'élimination de la pauvreté* ». C'est une coutume pour cette institution de dédier une journée à tous les maux qui frappent cette société capitaliste. On a eu droit à des discours ronflants sur la lutte contre la pauvreté, l'aide au développement, la solidarité, la philanthropie etc. tout, sauf l'essentiel. Et l'essentiel c'est que l'accroissement de la pauvreté et de la misère dans le monde est inhérent à cette société capitaliste où l'exploitation de l'homme par l'homme est la règle. Alors parler d'éliminer la pauvreté sans toucher au capitalisme qui génère cette misère relève d'une utopie.

# L E U R  S O C I E T E

Dans un monde où les progrès de la science et des techniques dans des domaines comme l'agriculture ou la médecine ont atteint un niveau sans précédent, le fait que des millions de personnes soient encore condamnées à vivre dans l'extrême pauvreté est révoltant.

Les capacités de production de l'humanité ont atteint un niveau tel qu'on pourrait satisfaire les besoins élémentaires de l'ensemble de la population, c'est-à-dire : l'accès à un logement décent, à une alimentation saine, à une instruction moderne digne de ce nom, à la santé, etc. Mais cela nécessite une répartition équitable des richesses. Il faudra au préalable se débarrasser du système capitaliste qui concentre toutes les richesses entre les mains d'une poignée d'individus ne laissant que la pauvreté à la grande majorité.

## GRÈVE DES DOUANIERS : L'ÉTAT USE DE LA RÉPRESSION

Des agents des douanes ont observé récemment une grève de deux jours pour réclamer plus de transparence dans la gestion de leur mutuelle ainsi que pour réclamer des arriérés de primes.

Plutôt que de régler le problème, les autorités ont opté pour la répression violente. Au port d'Abidjan, la gendarmerie a usé de matraques contre les grévistes faisant un blessé grave. Au moins 20 agents des douanes ont été interpellés.

En agissant de la sorte, le gouvernement ne réussira qu'à dresser tous les salariés de l'Etat contre lui.

## ABENGOUROU : LA COLÈRE DES ÉLÈVES CONTRE LES MAUVAISES CONDITIONS D'ÉTUDE

Du 9 au 12 octobre 2017, les élèves du lycée moderne d'Abengourou ont manifesté leur mécontentement contre les autorités éducatives. Ils ont protesté contre le manque d'électricité, l'insuffisance du nombre de tables-bancs, la surcharge des salles de classe et le déficit d'enseignants. Les cours ont été suspendus et une marche a été effectuée par les élèves dans les rues de la ville pour exprimer leur colère. Avant eux, à Tingrela les élèves ont manifesté pour les mêmes raisons.

# L E U R  S O C I E T E

C'est un problème général. Si ce sont les élèves de l'intérieur du pays qui sont les premiers à se soulever, c'est parce que la situation y est encore plus dramatique. Il y a un manque réel d'enseignants estimé à 3000 et à cela s'ajoute une insuffisance criante d'infrastructures scolaires.

À Abidjan les enseignants sont plus nombreux mais les salles de classe dans les établissements publics sont surchargées avec autour de 100 élèves par classe.

Le surplus d'élèves dans le secondaire est orienté vers les écoles privées qui ne sont, pour la plupart, que des « *écoles-boutiques* ». Celles-ci exigent des frais d'inscription élevés allant de 40.000 F à 100.000 F. L'enseignement est au rabais et les enseignants mal payés.

Dans les établissements primaires publics c'est encore plus grave. Dans la plupart, c'est le système de la double vacation. Malgré cela, les classes sont toujours surchargées, surtout dans les écoles des quartiers populaires.

À l'intérieur du pays, il y a des cas où 2 à 3 enseignants doivent tenir six classes de différents niveaux. Dans certains endroits, c'est sous des préaux de fortune que les cours se font. A la moindre intempérie, pluie ou rayons solaires trop forts, les cours sont suspendus.

Alors quand Madame la ministre de l'Education s'étonne que 50% des élèves admis au collège ne savent pas lire, cela frise le ridicule car on ne peut pas semer du maïs et espérer récolter du sorgho.

## SÉCURISATION OU RACKET ?

Le 21 septembre a débuté l'opération « *épervier 3* ». Selon les autorités, elle vise à traquer les « *microbes* » et à garantir la sécurité des biens et des personnes. Mais sur le terrain, la réalité est tout autre. A Gesco par exemple, un sous-quartier de Yopougon, les forces de l'ordre ont débarqué de façon musclée. Elles ont procédé à une rafle générale de jeunes ayant par exemple des cheveux « *dread* » ou teints. Par la suite, elles ont embarqué avec elles tous les jeunes croisés sur leur chemin. C'est comme ça que de jeunes ouvriers se sont retrouvés dans le lot des détenus, certains ont été relâchés après avoir payé une somme. Quant aux autres détenus, ils ont été conduits en prison en attendant que des parents viennent payer pour leur libération. Une femme recherchant son fils depuis 3 jours a été informée que ce dernier est détenu en prison parce que supposé délinquant. Elle a dû faire appel à des parents qui ont permis la libération de son fils. Cette situation fait que dès la vue des forces de l'ordre dans le quartier, c'est le sauve-qui-peut.

# L E U R  S O C I E T E

De même à Abobo Belle ville, le 20 Octobre dernier, des corps habillés ont fait une descente musclée. Dès 6 heures du matin, ils ont commencé une rafle générale. Tous ceux qui allaient au boulot et qu'ils croisaient sur leur chemin étaient automatiquement embarqués ; même des boutiquiers en activité dans leur boutique ont été embarqués. Pour être libéré, il fallait payer la somme de 5000 F après beaucoup de négociations. Ce qui n'a pas manqué de susciter l'indignation des populations.

Les forces de l'ordre agissent dans les quartiers pauvres comme si elles avaient affaire à des bandits de grand chemin. Les « *microbes* » rackettent la population avec des armes blanches. Et les forces de l'ordre, dans le cadre de l'opération « *épervier 3* », rackettent également la population avec des fusils et des cargos. Au final, on ne sait plus qui craindre le plus.

.

## LUTTE CONTRE L'INSALUBRITÉ : C'EST UNE PLAISANTERIE !

Dans le cadre de la lutte contre l'insalubrité, le ministre de tutelle a lancé une soit disant opération de « *grand ménage* » le long du boulevard Nangui Abrogoua soi-disant en vue de lui donner « *une belle allure* ». Les autorités, en menant cette opération savent très bien que cela ne servira à rien car ce n'est pas la première fois que cette artère est dégagée. Mais c'est juste pour montrer aux yeux de la population qu'elles sont en train de mener des actions de salubrité. En fait, cette opération consiste à déguerpir les petits commerçants tenus pour responsables de l'insalubrité du boulevard. Pour atteindre cet objectif, les autorités ont mobilisé les forces de répression, des bulldozers, des camions, des brouettes, etc.

Les forces de l'ordre ont réprimé les petits commerçants en usant des gaz lacrymogènes. C'était une véritable scène de courses poursuites durant trois jours où les « *corps habillés* » et les commerçants ont joué au chat et la souris.

Le gouvernement fait semblant de lutter contre l'insalubrité. Il suffit de se promener dans la ville d'Abidjan pour se rendre compte que partout dans les rues, les ordures et les eaux usées s'étalent sur la voie publique. Il préfère accuser les petits commerçants et les habitants plutôt que de remédier à ce problème. Pourtant sur chaque facture de la CIE il prélève les taxes de ramassage d'ordures.

De plus, le petit commerce est en train de se généraliser du fait du chômage et de la misère qui se développent de plus en plus. Aussi dans les zones industrielles, la grande majorité des emplois sont précaires. L'ouvrier peut être mis à la porte à tout moment. Quand c'est le cas, pour survivre, eux et leur famille sont obligés de se débrouiller en faisant du petit commerce de rue.

Si le gouvernement veut remédier à ces problèmes, il faut qu'il investisse en installations pour le stockage et l'enlèvement des ordures, et qu'il crée du travail de façon massive et bien rémunéré.

Mais ce n'est pas sur ces gavés qui nous gouvernent que la population peut compter pour améliorer leurs conditions d'existence.

## CONFLIT FONCIER À L'OUEST : ENCORE DES AFFRONTEMENTS

Depuis début septembre 2017, un nouveau conflit foncier a éclaté dans la région forestière de l'Ouest. Des jeunes Wê ont envahi la forêt classée de Goin-Débé pour chasser les « *clandestins* » en majorité des Baoulé qui y avaient installé leurs plantations. Ceux-ci, refugiés dans un premier temps en ville, vont revenir accompagnés par des Dozos pour déloger ceux qui les ont chassés. Cela va déclencher des affrontements dans d'autres campements et villages. Le bilan est aujourd'hui de deux morts, plusieurs dizaines de blessés et plus de 3 000 déplacés.

Ce conflit est le dernier d'une longue liste. En effet, dans cette région les affrontements entre populations autochtones et allogènes (nom donné aux populations venues d'autres régions de la Côte d'Ivoire ou de pays voisins) ne datent pas d'aujourd'hui. Ils se sont exacerbés avec la rébellion armée de 2002. D'innombrables exactions et massacres ont été commis, par exemple, à Guitrozon et à Petit Duékoué.

Du fait que l'Ouest de la Côte d'Ivoire est très riche en terres fertiles, elle est devenue au fil du temps une région de prédilection pour les cultures d'importation comme le cacao, le café, etc. Elle a donc toujours attiré des agriculteurs venus d'autres régions dont les terres et le climat ne sont pas forcément adaptés à ces types de cultures.

Pour mettre en valeur les forêts, Houphouët avait en son temps décrété que « *la terre appartient à celui qui la met en valeur* » ; cela avait attiré de nombreux agriculteurs vers cette région forestière. Puis avec l'évolution démographique et la rareté des terres cultivables, les autochtones ont commencé à contester la propriété de ces terres. Elles sont alors arrachées à certains et revendues à d'autres. Chaque nouveau conflit ou affrontement porte les germes du

# L E U R  S O C I E T E

Mais ce sont ensuite les politiciens démagogues qui vont surfer sur les idées ethnistes et sur les problèmes fonciers pour grappiller des voix. Ils n'ont fait qu'envenimer la situation, exacerber les conflits voire en créer là où ils n'étaient que latents. C'est dans cette région Ouest que la crise postélectorale a fait le plus de victimes. Entre 2002 et 2010, des régions entières étaient sans présence étatique, même les forêts classées ont fini par être défrichées et occupées.

Avec la période électorale qui s'approche, notamment les législatives et la présidentielle en 2020, la démagogie des uns et des autres peut de nouveau attiser la braise et déboucher sur une nouvelle tragédie si la population n'y prend garde.

## CACAO : LES PAYSANS SE FONT VOLER PAR LES TRUSTS ET PAR LE GOUVERNEMENT

Au début du mois d'octobre, le gouvernement a fixé le prix d'achat du cacao aux paysans à 700 F le kg pour la petite traite qui vient de commencer. Cela n'enchante point les paysans qui voient ainsi leur source de revenu encore fondre.

Dans les pays voisins tel que le Ghana, le cacao bord champ est payé aux paysans autour de 1000 F le kg. La seule baisse du prix de ce produit sur le marché international ne saurait donc justifier le bas prix payé aux paysans de Côte d'Ivoire. La réalité c'est que le gouvernement fait la part belle aux grands groupes exportateurs de cacao tel que Cargill. L'État y fait aussi des prélèvements pour alimenter sa caisse dite de stabilisation. Pourtant pendant la traite précédente, cette caisse n'a pas été en mesure de garantir le prix aux paysans. L'argent a été détourné à d'autres fins.

Quand les gens au gouvernement prétendent se préoccuper du bien-être des paysans et des populations, ce ne sont que des mots.

## QUAND LES "PREMIÈRES DAMES" VERSENT DES LARMES

Les femmes de présidents de 15 pays de l'Afrique de l'ouest et du sahel se sont retrouvées à la mi-octobre à Abidjan dans un hôtel cossu pour soi-disant trouver une solution à la traite des enfants.

Les enfants exploités comme main d'œuvre, notamment dans les plantations, est un problème bien réel. Leur nombre serait estimé à 1,2 millions en Côte d'Ivoire.

## L E U R  S O C I E T E

C'est la misère qui pousse les familles de paysans pauvres à envoyer leurs enfants au travail dans les plantations plutôt qu'à l'école. Les prix dérisoires auxquels ils sont forcés de vendre leurs produits ne permettent de subvenir aux besoins de leurs enfants, ni les scolariser.

Les vrais criminels qui alimentent les réseaux de trafics d'enfants, ce sont les propriétaires des grandes plantations capitalistes en quête de main d'œuvre bon marché. Ce sont principalement eux qui profitent de l'exploitation de la main-d'œuvre infantile.

Les « *premières dames* » peuvent toujours verser des larmes sur le sort de ces malheureux petits enfants comme le faisaient jadis en Europe les dames patronnesses pour avoir bonne conscience pendant que leur patron de mari exploitait à mort leurs ouvriers dans la mine ou dans les usines.

Pour mettre fin à la « *traite des enfants* », ce ne sont pas des aumônes qu'il faut mais de véritables luttes contre les grands groupes capitalistes et les trusts comme Nestlé, Cargill et autres qui profitent en dernier ressorts du travail des enfants dans les plantations. Or les dictateurs de maris de nos premières dames sont au service des intérêts de ces trusts et font partie de la classe des exploiteurs. Alors, leurs larmes c'est du cinéma.

## CARTES DE SÉJOUR : RETOUR AUX RACKETS ET AUX EXACTIONS POLICIÈRES ?

Les non ivoiriens, natifs des pays hors CEDEAO seront de nouveau soumis à des titres de séjour. Cette carte fournie par l'ONI (Office national de l'identification) coûtera 300.000 F par personne. Près d'un million et demi de personnes sont concernées.

D'après un communiqué du gouvernement, tous ont jusqu'en décembre pour être en possession de la carte de séjour. C'est dire qu'à partir de cette date, les policiers et autres corps habillés auront libre cour pour se livrer à des contrôles d'identité à tout-va sur les populations.

Les petites gens, qui ont fui la guerre ou une situation difficile et qui ont trouvé refuge en Côte d'Ivoire, seront les premières victimes. Payer 300.000 F pour des personnes qui ont de faibles revenus ou qui survivent grâce à des petits boulots est quasi impossible, d'autant plus s'il s'agit de payer pour toute une famille.

En 1990, avec l'instauration des premières cartes de séjour et suite aux rafles, rackets et humiliations qui avaient suivi leur mise en œuvre, bien de familles modestes s'étaient disloquées. Les pères de familles étaient confrontés, soit à faire vivre leurs enfants comme des clandestins dans un pays où ils sont souvent nés et où ils ont grandi, soit à les renvoyer dans un pays que les parents avaient fui pour un mieux-être.

Cette situation qui avait prévalu après 1990 risque de revenir. Et les politiciens démagogues seront tentés de s'en prendre à nouveau aux étrangers en les désignant comme des boucs émissaires.

# *LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS*

## YU YUAN : UNE PETITE VICTOIRE POUR LES TRAVAILLEURS

Yu Yuan est une petite scierie située dans la zone industrielle de Yopougon. Comme la plupart des entreprises de cette zone, elle ne respecte pas les normes minimum des conditions de travail. Pour se faire entendre et se faire respecter, les travailleurs ont depuis près d'un an commencé à s'organiser et mener des luttes. C'est ainsi qu'ils viennent d'obtenir une petite victoire

Déjà, dans le mois de mars, les travailleurs ont fait un débrayage pour soutenir leurs revendications. Suite à cette grève d'une journée, la direction a reculé mais elle a en même temps cherché à diviser les travailleurs en accordant le Smig à une vingtaine de travailleurs qui ont vu leur salaire passer de 2800F à 4200F avec la signature d'un contrat à durée déterminée. Pour le reste des travailleurs, elle ajouta une petite augmentation de 750F. Ils passaient ainsi de 2500 à 3250 Fr.

Quelques mois plus tard, en juillet, les travailleurs reviennent à la charge avec les mêmes réclamations. Mais comme c'était une simple doléance, la direction n'a pas trouvé nécessaire de répondre. Les travailleurs ont alors déposé un préavis de grève.

Avant même que l'Inspection n'invite les deux parties à la négociation, la direction avait déjà engagé les discussions. Elle savait que les travailleurs étaient mécontents et déterminés à faire grève. D'ailleurs, ces derniers avaient commencé à ralentir la production.

Les deux parties se sont rencontrées à l'Inspection du travail. La direction de l'entreprise a été contrainte d'appliquer immédiatement la loi sur 9 points (sur les 10 points de leur réclamation). Donc, tous les travailleurs y compris les journaliers payés au jour le jour, seront au Smig à partir du mois d'octobre. Ils passeront ainsi de 3000 à 4170 Fr. Un rappel de salaire sera fait à tout le monde pour la période où ils étaient moins payés.

Pour les autres questions comme l'élection des délégués du personnel, les heures supplémentaires et le matériel de sécurité, la direction a promis les régler d'ici fin novembre. Mais les travailleurs sont maintenant bien placés pour savoir ce que vaut une promesse d'un patron. Ils restent donc mobilisés.

# 30 ANS APRÈS L'ASSASSINAT DE THOMAS SANKARA

Le 15 octobre 1987, Thomas Sankara a été assassiné par des soldats de sa propre troupe. Sa disparition fut considérée comme une grande perte par nombre de gens dans le pays et même au-delà car c'était un homme qui avait la réputation d'être intègre et de vouloir effectuer un certain nombre de changements en faveur de son peuple en s'appuyant sur l'armée.

Il est arrivé au pouvoir par un coup d'État, le 4 août 1983 en compagnie de Blaise Compaoré mais auparavant il a déjà participé au pouvoir en tant que Secrétaire d'Etat à l'Information en 1981 dans le gouvernement Saye Zerbo puis en tant que Premier ministre de Jean-Baptiste Ouedraogo avant de renverser ce dernier. Il avait déjà une certaine popularité.

Une fois au sommet du pouvoir, il commença par changer le nom du pays, la Haute Volta deviendra Burkina Faso. Il obligea par exemple ses ministres à se débarrasser de leurs Mercedes et à circuler en Renault 5, véhicule modeste qui n'était pas habituellement du goût des hommes de pouvoir et des riches en général. Il imposa aussi par décret le port du Faso Dani (une étoffe en cotonnade fabriquée par des tisserands burkinabé et avec du coton cultivé localement) aux fonctionnaires.

Sankara se disait révolutionnaire, et partisan de l'égalité entre tous les hommes. Il promulgua l'abolition des chefs traditionnels, interdit la polygamie et encouragea les femmes à dénoncer les maris qui les battaient. Il voulait que le Burkina devienne un pays auto-suffisant et s'oriente vers une agriculture liée au besoin de la population et non aux désirs des impérialistes.

Pour appliquer les directives venant du sommet du pouvoir, il créa le CDR (le Comité de Défense de la Révolution). Celui-ci agissait comme une milice et n'hésitait pas à utiliser l'intimidation et la violence pour imposer la volonté du nouveau pouvoir à la population. Les syndicats qui ne se soumettaient pas à l'État étaient réprimés. Ce fut le cas des enseignants et des étudiants qui furent arrêtés pour avoir fait des grèves revendiquant de meilleurs salaires ou de meilleures conditions de travail et d'étude. 2 000 enseignants furent licenciés pour fait de grève en mars 1984. L'opposition fut bâillonnée au nom de la lutte contre l'impérialisme.

Sankara dénonçait les dirigeants du monde capitaliste et leurs valets africains. Il s'est illustré par son langage et par son comportement atypique lors de ses rencontres avec Mitterrand ou lors des sommets de l'ONU ou de L'OUA. Ses discours anti colonialistes et anti impérialistes lui valurent une certaine popularité auprès d'une frange de la jeunesse, y compris dans les autres pays africains.

Il est évident que l'impérialisme français ne pouvait tolérer longtemps qu'un dirigeant d'un pays de son pré carré africain échappe à son contrôle et capte une certaine sympathie auprès des populations africaines. Sankara devint l'homme gênant et fut assassiné quatre années après sa prise de pouvoir. Il fut remplacé par son compagnon de route Blaise Compaoré.

Officiellement on ne connait pas les véritables commanditaires de l'assassinat de Sankara mais tout

porte à croire que Jacques Foccart, l'homme de la Françafrique, habitué à fomenter des coups d'États dans les anciennes colonies françaises d'Afrique n'est pas étranger à cet assassinat, avec la complicité du président ivoirien Houphouët Boigny et de Blaise Compaoré.

Après la chute de Compaoré, en octobre 2014, le nouveau gouvernement a ouvert une enquête sur la mort de Sankara, mais tant que l'enquête mettra en cause l'impérialisme français et ses sales méthodes dans les anciennes colonies d'Afrique il faut s'attendre à ce que le silence dure longtemps.

La popularité du régime de Sankara ne fut cependant pas aussi importante que le prétendent ses partisans qui l'ont érigé en « héro de l'Afrique ». Et le fait que son assassinat ne provoqua pas un soulèvement de protestation et d'indignation à la hauteur de sa popularité présumé auprès de la population burkinabé en dit long et ne s'explique pas seulement par la dictature de Blaise Compaoré. C'est aussi une illustration par la négative du type de pouvoir instauré par Sankara : tout vient du sommet de l'Etat et doit être imposé sans discussion à l'ensemble de la population. Il se voulait progressiste mais son régime ne fut pas moins dictatorial.

## IL Y A 100 ANS, LES TRAVAILLEURS PRENAIENT LE POUVOIR EN RUSSIE

Le 25 octobre 1917 (7 novembre selon le calendrier actuel), les travailleurs russes jetaient les bases d'un pouvoir dirigé par leur classe. Ce pouvoir des travailleurs était géré par des « soviets », c'est-à-dire des assemblées de délégués démocratiquement élus et révocables à tout moment. Ces soviets apparus pour la première fois lors de la révolution de 1905 avaient réussi à cette époque à ébranler le pouvoir du Tsar, le dictateur féodal. Ce despote fut contraint d'engager des réformes sociales et démocratiques en faveur des classes pauvres et à accepter l'existence d'un parlement (la Douma) à l'exemple des autres grandes puissances européennes. Le Tsar avait réussi à sauver son trône mais lorsque la tempête sociale fut retombée, il continua de régner sans partage et au service des mêmes classes sociales opulentes et parasitaires qu'auparavant.

Ces soviets ont à nouveau fait leur apparition en 1917. À ce moment-là, les grandes puissances étaient en guerre les unes contre les autres et avaient jeté les populations d'Europe ainsi que celles des pays qu'ils colonisaient, dans le grand carnage de la 1ère guerre mondiale. Leur objectif était de se partager le monde. La famine, l'exploitation et les privations de toutes sortes consécutives aux exigences des bourgeoisies respectives en conflit armé, faisaient des ravages terribles dans les classes pauvres des villes et des campagnes, toutes soumises à l'effort de guerre.

Eh bien c'est dans ces circonstances matérielles difficiles que les ouvriers de Russie se sont lancés à l'assaut du pouvoir en octobre 1917. Ils ont très rapidement lancé un appel aux travailleurs du monde entier pour qu'ils suivent leur exemple afin de mettre fin au capitalisme.

En réalité cette révolution prolétarienne avait commencé dès le mois de février 1917. C'est en effet à la suite des grandes grèves générales et

du refus des forces armées de mater la fureur révolutionnaire, que le Tsar est tombé. L'ordre établi s'effondrait comme un château de cartes. Un « gouvernement provisoire » lié aux anciennes classes privilégiées et aux capitalistes, a pris le relais à partir de ce moment. Ce gouvernement était incapable de mettre un terme à la flambée des prix et de faire que le pain ne manque. Il continuait à envoyer les soldats se faire tuer dans les tranchées aux fronts, tentait par tous les moyens de restaurer l'autorité ébranlée des officiers tsaristes, depuis quelque temps. Ce gouvernement dirigé par Kerensky, qui se disait socialiste, faisait tout pour repousser la réforme agraire alors que les paysans pauvres attendaient avec impatience sa mise en œuvre. Les paysans qui tentaient de s'emparer de la terre étaient sévèrement réprimés.

Pendant ce temps les travailleurs et les soldats en insurrection s'étaient rendus maîtres de la capitale Petrograd et la révolution gagnait rapidement les autres grandes villes. Ils s'étaient organisés en soviets au travers desquels la population pauvre pouvait imposer sa volonté. Ces soviets étaient infiniment plus démocratiques que le parlement bourgeois : toutes les tendances du mouvement ouvrier avaient le droit de s'y exprimer et d'avoir des élus. Les socialistes, c'est-à-dire mencheviks et socialistes-révolutionnaires, étaient dans un premier temps majoritaires dans les soviets. Par la suite, au fur et à mesure que les illusions envers le gouvernement provisoire tombaient, ce fut le Parti Bolchevique dirigé par Lénine, qui devenait majoritaire. Ce dirigeant était rentré d'exil et défendait la nécessité absolue pour le prolétariat de prendre le pouvoir. Pour lui et aussi pour Trotsky (qui était déjà un dirigeant connu depuis 1905), seule la classe ouvrière, bien qu'elle soit minoritaire à l'échelle du pays, était capable d'assurer les tâches mises à l'ordre du jour par la révolution : la paix, le pain, la terre.

Au mois de juillet 1917, les dirigeants de l'État essayèrent de mettre le Parti Bolchevique hors la loi. Ses imprimeries furent saccagées, Lénine dut se réfugier en Finlande et Trotsky fut jeté en prison. En fin août les régiments contre-révolutionnaires ont commencé leur marche sur la capitale et dans la foulée, le général tsariste Kornilov fit une tentative de coup d'État contre-révolutionnaire. Les cheminots ont dérouté les trains qui acheminaient ses troupes ainsi que leur matériel militaire. L'assaut de Kornilov échoua lamentablement.

À partir de ce moment, dans la composition des soviets, le nombre de délégués pro-bolchéviks augmenta au détriment des éléments conciliateurs, traduisant une rupture avec le gouvernement provisoire. L'insurrection eut lieu les 24 et 25 octobre 1917. Elle déposa le gouvernement provisoire et établit le pouvoir des soviets. Kerensky quitta Petrograd dans une voiture mise à sa disposition par l'Ambassade américaine.

Le lendemain, le Congrès des soviets publia une déclaration dans laquelle il affirmait qu' « il proposera une paix immédiate et démocratique à tous les peuples...Il assurera la remise sans indemnité des terres des propriétaires fonciers...à la disposition des comités paysans... Il défendra les droits des soldats en procédant à la démocratisation totale de l'armée. Il assurera à toutes les nations qui

peuplent la Russie le droit véritable à disposer d'elles-mêmes ».

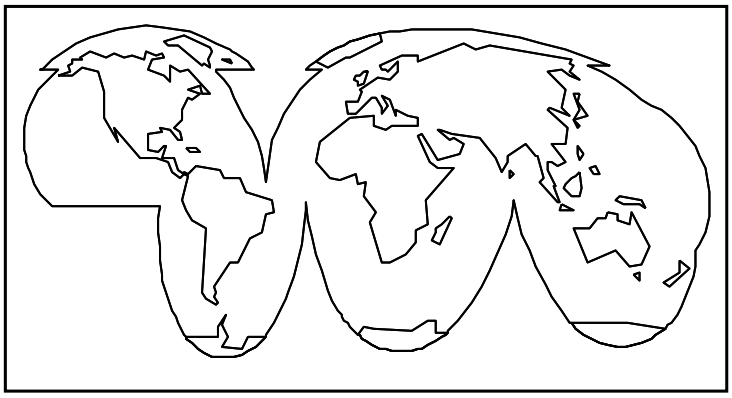
Le 25 octobre 1917, la Russie soviétique était devenue le premier bastion d'une révolution qui allait ébranler le monde. Cela n'était pas un vœu pieu : dans les mois qui suivirent, une partie de l'Europe s'embrasait. La Finlande d'abord, puis l'Allemagne, se couvraient de conseils ouvriers en 1919, de même qu'en Hongrie dans la même année. De grandes grèves en Italie en 1920 et des vagues de grèves en France et en Grande-Bretagne allaient montrer que tout le prolétariat européen se mobilisait. La bourgeoisie impérialiste a tremblé et les grandes puissances capitalistes qui s'entre-déchiraient pendant la 1ère guerre mondiale, se sont toutes coalisées contre le jeune État ouvrier pour empêcher la révolution de s'étendre.

Malgré tous les sacrifices des travailleurs de ce grand pays économiquement arriéré et leurs efforts pour s'étendre en direction des autres pays, la révolution russe restée isolée était condamnée. Cette révolution a été vaincue d'en dedans par le développement d'une bureaucratie à partir de l'appareil d'État. Cette nouvelle couche privilégiée qui a plébiscité Staline comme chef, a fini par bâillonner la classe ouvrière, puis arrêter le processus révolutionnaire.

Malgré la dégénérescence stalinienne, la Révolution Russe a réussi, grâce à l'expropriation de la bourgeoisie et la planification de l'économie, à hisser ce pays économiquement arriéré, au rang de grande puissance industrielle. Dans cet immense pays où l'écrasante majorité de la population ne savait ni lire ni écrire, le pouvoir soviétique a liquidé en quelques années l'analphabétisme en consacrant un effort fantastique à créer des alphabets dans les langues de plusieurs dizaines de peuples qui ne connaissaient pas l'écriture. Le nombre de diplômés universitaires, y compris parmi les femmes, est supérieur en Russie que dans les pays capitalistes même développés.

Il est important aujourd'hui que les travailleurs conscients qui veulent changer le monde, soient regroupés et éduqués dans la tradition héritée des révolutionnaires russes de 1917.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

# CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.